Déclaration préalable au CTPC du 17 février 2005

Monsieur le président,

Vous dire que ce CTPC intervient dans un contexte de profond mécontentement des personnels est un euphémisme. Les douaniers subissent en tant que fonctionnaires la baisse de leur pouvoir d'achat. En tant que citoyens, ils ne se retrouvent plus dans une société favorisant les nantis au détriment de tous les autres. Comme ils aimeraient suivre les conseils de notre ministre et abandonner leur sinistrose. Il est vrai que leur habitat n'a rien à voir avec celui attribué, selon le CANARD ENCHAINE, à M. GAYMARD.

Source de mécontentement supplémentaire l'accumulation de réformes dont ils ne perçoivent pas toujours la cohérence et l'urgence imposée par la Direction générale.

Après les CI, la Surveillance, notre actualité est faite des réformes de la garantie, du renseignement, des AG, de l'aéromaritime.

Concernant la filière renseignement nous avons constaté la suspension de la réorganisation, sans que le motif en soit clairement exposé.

Devons nous nous réjouir ou nous inquiéter d'un éventuel rejet ministériel, d'une réforme effectuée à effectifs constants ?

Les personnels aériens et marins vous ont démontré, la semaine dernière leur motivation à rester dans cette spécialité. Quel est votre état d'esprit actuel ? Etes-vous prêts à un véritable dialogue, ou le repli n'est-il que stratégique ?

Pour en venir à l'ordre du jour, nous aurons l'occasion plus loin de nous exprimer sur la mort programmée de la garantie. En résumé, en tant que consommateur, citoyen ou agent des douanes nous ne pouvons que condamner vos choix.

Vous ne serez pas étonné, également, de notre opposition à la notation. Nous voyons dans le nouveau système l'accroissement des injustices et des imperfections que nous dénonçons depuis des lustres. Quand assisterons-nous à une modernisation des rapports dans notre administration ? Consacrer l'énergie et le temps déployés pour la notation à l'animation des services et la formation des personnels, serait un véritable gain pour le service public et ceux qui le constituent.

Nous finirons par le premier point de l'ordre du jour. Nous espérons que vous avez pris en compte nos propositions d'implanter INFOS DOUANES SERVICES à Valenciennes. Cette solution permettrait de maintenir l'emploi douanier dans une région très fortement touchée par les restructurations successives. Là aussi nous alimenterons le débat d'un certain nombre d'observations et interrogations.